

L'AGEFI

ASSET MANAGEMENT

EXCLUSIF  Les Voix de la gestion

Alberto Matellán : «Nous voulons intégrer complètement La Financière Responsable au sein de Mapfre»

Le nouveau directeur général de La Financière Responsable, Alberto Matellán, expose à *L'Agefi* les grandes lignes de sa feuille de route pour les trois ans à venir.

Publié le 23 janvier 2025 à 07:01 - Maj 23 janvier 2025 à 07:20



Adrien Paredes-Vanheule

Abonnés Votre abonnement [Agefi Asset Management](#) vous permet d'accéder à cet article



Alberto Matellán est le nouveau directeur général de La Financière Responsable. - Mapfre

L'Agefi : Mapfre vous a **nommé directeur général de La Financière Responsable** (LFR), en charge de coordonner l'exécution du plan stratégique 2025-2027. Quelle est la portée de ce plan ?

Alberto Matellán : C'est la continuation naturelle du processus entre La Financière Responsable et Mapfre. Mapfre est entré au capital de LFR en 2017 et en est l'actionnaire majoritaire à 51% depuis 2023. L'idée est d'intégrer complètement LFR au sein de Mapfre afin que la société s'imprègne de la culture du groupe – celle d'un assureur tourné vers la finance sociale et responsable – et qu'elle puisse servir tout le groupe.

Nous ne fournissons pas seulement des fonds mais toute une gamme de services pour la clientèle qui ne peut pas investir par elle-même de façon responsable. Et cela, car investir de manière réellement responsable devient de plus en plus compliqué et de plus en plus cher. Par exemple, en France, la version 3 du label ISR rend la composition de portefeuilles plus complexe.

Le troisième pilier de ce plan stratégique est de se tourner vers l'international. Nous sommes très spécialisés en tant qu'investisseur responsable. Nous voulons devenir à la fois locaux et internationaux, à l'image de Mapfre, tout en conservant la marque La Financière Responsable pour la création et la distribution de produits ISR dans le monde.

La participation de Mapfre au capital de LFR va-t-elle évoluer ?

La culture de Mapfre est de posséder ses filiales à 100% mais il n'existe pas de plan spécifique concernant LFR à ce jour. L'actionnariat, tel qu'il est constitué actuellement, est satisfait de l'organisation actuelle et des perspectives futures de LFR.

| A lire aussi: [La Financière Responsable change de président](#)

Quels sont les encours sous gestion actuels de LFR ?

Mapfre gère près de 50 milliards d'euros et LFR 550 millions d'euros mais l'intégration des deux sociétés fait qu'il sera difficile de séparer les encours de chacun dans la mesure où LFR va contribuer aux investissements de Mapfre. Dans les 50 milliards d'euros gérés, plus de 30 milliards le sont pour Mapfre et le reste pour la clientèle externe.

Nous voulons croître ces encours en France, en Espagne et en Amérique latine.

En termes d'effectifs, les équipes ISR de Mapfre seront-elles regroupées au sein de LFR ?

A Madrid, certains collaborateurs analysent les marchés obligataires sous le prisme de l'investissement durable mais il ne s'agit pas d'une équipe en tant que telle. Donc l'équipe de Mapfre dédiée à l'investissement responsable, c'est LFR à Paris.

Envisagez-vous des recrutements ou des acquisitions dans le cadre de votre nouveau plan ?

Nous sommes actuellement 14 au sein de LFR et avons recruté deux personnes qui avaient déjà travaillé chez LFR auparavant en 2024. Il y en aura d'autres. En ce qui concerne les acquisitions, nous sommes ouverts aux opportunités mais nous nous concentrons sur notre croissance interne. Mapfre se différencie d'autres assureurs européens dans son approche en matière de fusions-acquisitions. Nous n'allons pas céder ou marier notre gestion d'actifs comme d'autres sont en train de le faire. Il faut que la cible soit alignée en termes de culture pour qu'une opération puisse se réaliser, mais ce n'est pas notre priorité pour le moment.

“ *Nous voulons renforcer l'offre en France avec davantage de produits de Mapfre.* ”

Envisagez-vous la commercialisation de votre méthodologie propriétaire IVA et de vos données qui servent votre rapport Empreinte Ecosociale en tant que services ?

Non, nous n'allons pas les commercialiser séparément de notre gestion. Notre objectif de distribuer l'ensemble de nos capacités sous la forme d'une solution tout-en-un. Pour les clients qui font appel à nos services dans le cadre d'un fonds ou d'un mandat, nous allons investir pour eux en utilisant notre méthodologie propriétaire et nos données extra-financières. Nos capacités incluent aussi notre savoir-faire en

matière de construction de portefeuille et de réglementation sur l'investissement durable. Entre la France et le Luxembourg, il y a différentes nuances de fonds SFDR Article 9 en raison de problématiques spécifiques entre ces pays.

Concernant l'Empreinte Ecosociale, nous envisageons d'augmenter le nombre d'entreprises couvertes. Nous allons utiliser la technologie pour gagner en efficacité. L'ambition, c'est que dans le futur, nous puissions appliquer notre méthodologie IVA à des sociétés cotées basées dans d'autres régions comme l'Amérique latine. Les entreprises européennes et américaines sont déjà analysées par beaucoup de gérants. Nous voulons nous différencier sur ce plan.

Mapfre AM a choisi d'utiliser la plateforme Aladdin de BlackRock, LFR va-t-elle aussi en bénéficier ?

Nous ambitionnons d'utiliser Aladdin dans tout le groupe. Déployer une telle plateforme prend beaucoup de temps. LFR pourra l'utiliser en tant qu'entreprise intégrée à Mapfre, pas en *stand-alone*. Mais ce n'est pas pour tout de suite, plutôt à une échéance de trois ans.

En matière de distribution de fonds, quelles sont vos ambitions ?

Le marché français est clé pour LFR. Nous voulons renforcer l'offre en France avec davantage de produits de Mapfre, que cela soit sur l'obligataire, le non coté, l'immobilier ou d'autres classes d'actifs. Il est difficile d'être compétitif sans avoir une large gamme de produits car c'est un souhait des investisseurs institutionnels pour leur allocation d'actifs. L'ambition est donc d'aller les voir avec les fonds spécifiques de LFR et l'offre de Mapfre. Nous essaierons à l'avenir d'étendre la méthodologie de LFR à un maximum de produits mais pour certaines classes d'actifs comme la dette souveraine, ce n'est pas possible.

LFR supervise un fonds nourricier pour une stratégie multi-gérants de Russell Investments pour le compte d'Olifan. D'autres partenariats de ce type pourraient-ils voir le jour ?

Pour l'instant, le fonds est chez nous. Nous n'avons pas d'information à donner quant à son avenir.

Une refonte de la réglementation européenne Sustainable Financial Disclosure Regulation (SFDR) est envisagée dans les années à venir. Comment cela impacte-t-il votre offre et votre collecte ?

La réglementation se durcit pour les fonds vraiment durables mais nous avons besoin d'une vraie différenciation entre produits durables dans le marché. La collecte sur les fonds Article 9 augmente surtout auprès des gros clients institutionnels. Ce phénomène est moins visible sur la clientèle particulière.

“ *Retour de Donald Trump, suspension de la Net Zero Asset Managers Initiative : C'est une opportunité pour nous.* ”

Les entreprises européennes demandent une révision de la CSRD. Comment percevez-vous cette demande ?

La régulation est toujours sujette à des améliorations mais elle n'est pas de nature perverse. Les règles de la CSRD sont très ambitieuses et se déploient très rapidement. Cette combinaison en fait une problématique complexe pour de nombreuses sociétés. Par conséquent, il y a beaucoup de place pour introduire une dose de flexibilité, ce que nous verrons à l'avenir. Mais cela, sans dénaturer son objectif originel d'améliorer la transparence et l'information.

Votre plan stratégique contient-il des objectifs de décarbonisation pour LFR ?

Petit à petit, LFR adoptera les politiques de Mapfre dans tous les aspects, et particulièrement sur les problématiques liées au climat. Le groupe a déjà défini certains objectifs, comme celui de la neutralité carbone en 2030.

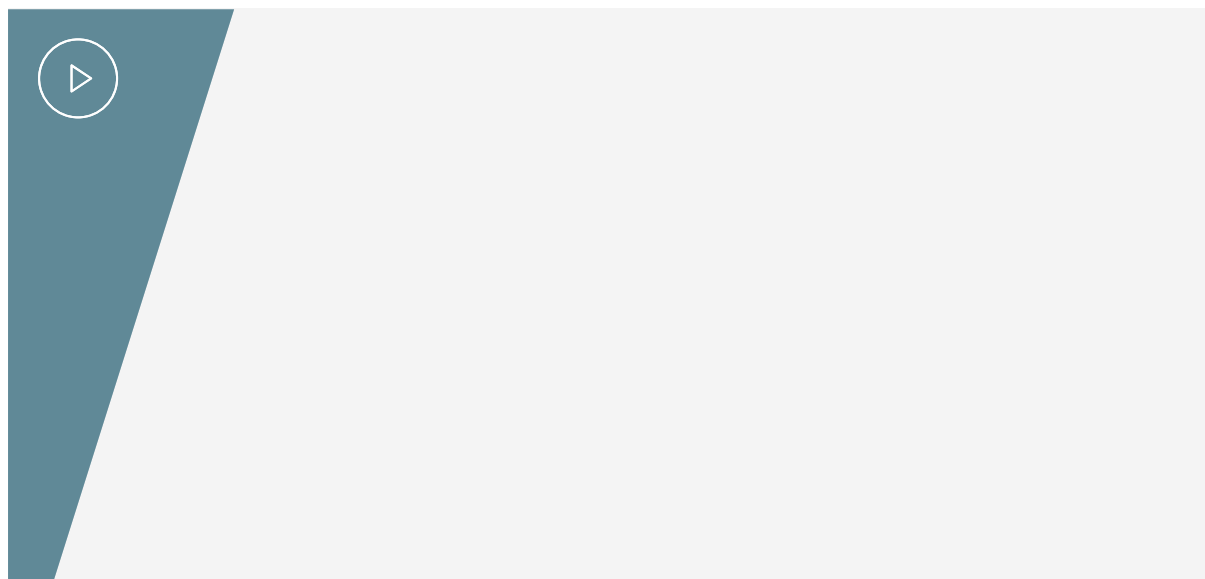
Avec le retour de Donald Trump à la Maison Blanche et la suspension des activités de l'initiative Net Zero Asset Managers, quel regard

portez-vous sur l'avenir proche de l'investissement responsable ?

C'est une opportunité pour nous. Notre approche en matière d'ISR est assez différente des approches en vogue. Nous voyons le risque d'un débat public qui tourne à l'extrême entre « l'ISR, c'est le mal » et « l'ISR, c'est le bien », et nous pensons que ce débat n'a pas lieu d'être. Pour nous, il s'agit d'une amélioration des activités d'investissement, car l'information et la compréhension de l'entreprise augmentent considérablement. Il s'agit simplement d'un excellent outil pour mieux investir et améliorer les questions sociales en même temps, qui doit être utilisé correctement.

ESG

Contenu de nos partenaires



PARTENARIAT

Par Kahn Swick & Foti

« Beaucoup d'investisseurs victimes de fraude boursière ne cherchent pas à en obtenir réparation »

